

# L'ÉDITO

Philippe Laloux

## RÉGULER INTERNET, ENJEU CITOYEN DU XXI<sup>E</sup> SIECLE

**L**e scandale Cambridge Analytica, qui ébranle Facebook depuis trois semaines, a mis en lumière l'usage parfois terrifiant des données que nous offrons de plein gré aux réseaux sociaux. En les siphonnant illégalement, la société britannique, spécialisée dans la persuasion de masse, a accéléré au minimum deux des premiers accidents industriels de l'histoire démocratique numérique : le Brexit et l'élection de Trump.

Vraiment ?

Ne faisons pas semblant. Comme si internet était né il y a deux ans. Comme si, depuis belle lurette, les stratèges de la communication politique des quatre coins de la planète ne s'étaient pas emparés des outils numériques. Pour réveiller les sympathisants, mobiliser les militants. Et tenter de convaincre des électeurs potentiels.

En Belgique aussi. Comme le révèle notre dossier, quelques partis (à commencer par la N-VA et le PTB) s'affairent à sophistiquer leur tactique électorale en s'appuyant sur des outils ultra-puissants, comme NationBuilder ou DigitaleBox. Rien d'illégal à cela. Rien de scandaleux, non plus. Le porte-à-porte numérique prend en réalité doucement le pas sur l'affichage électoral et la danse du ventre sur les marchés. La radio avait propulsé Franklin Roosevelt en 1932. En 1960, Kennedy s'était habilement appuyé sur la télévision. En 2008, ce sont les réseaux sociaux et le

« Big data » qui ont mis Obama sur orbite.

Le porte-à-porte numérique prend le pas sur l'affichage électoral

Comme toujours, un média ne chasse pas l'autre. Et comme toujours, il finira par se banaliser, par l'usage autant que par l'usure. La possibilité désormais offerte de s'adresser non plus à l'électorat dans son ensemble, mais à chacune de ses composantes en particulier, bouleverse néanmoins comme jamais la relation entre gouvernants et gouvernés. La citoyenneté, et ses valeurs partagées, est à réinventer.

Pour cela, il lui faut un cadre sain, un terrain de jeu où se réconcilient innovation et respect de la vie privée.

Réguler internet (ce qui ne rime pas avec « brider »), est l'affaire de tous. À commencer par les géants du web, eux-mêmes, dont les premières tentatives d'auto-régulation ne sont guère enthousiasmantes. On hésite entre poudre aux yeux ou broutilles... Le monde politique, ensuite. Or, le cadre législatif censé protéger le citoyen d'une utilisation abusive de ses données, est au mieux, laborieux, au pire chaotique. Le futur règlement européen sur la protection des données (RGPD) est une réponse. Pas la solution. Au final, le premier responsable n'est-il pas le citoyen ? Notre « hygiène numérique » commence par un grand nettoyage de printemps dans les données que nous exposons parfois vulgairement.

Car l'important, ce ne sont pas les outils, mais l'usage que l'on en fait.